

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

ONU-Gabon : les droits humains expliqués aux étudiants

DANS le cadre de la commémoration de la quinzaine des Nations unies pour le développement durable, le coordinateur-résident de l'Onu a fait œuvre de pédagogie hier à l'Université internationale de Libreville, à Essassa, dans la commune de Ntoum.

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

LES questions des droits de l'Homme étaient au centre des échanges hier à l'Université internationale de Libreville à Essassa, dans la commune de Ntoum, entre étudiants et experts onusiens. La rencontre, rehaussée par la présence de Marie-Madeleine Mborantsuo, président de la Cour constitutionnelle du Gabon, s'inscrivait dans le cadre de la quinzaine des Nations unies pour le développement durable. Elle avait, entre autres pour but, d'éclairer les étudiants et autres invités venus

nombreux, sur leurs droits dans un monde où la dignité humaine est de plus en plus atteinte. Ainsi, Stephen Jackson, coordinateur-résident de l'Organisation des Nations unies pour le compte du Gabon, a rassuré l'assistance quant à l'engagement de l'Onu à œuvrer davantage pour la protection et le respect des droits de l'Homme. " Nous ne ménagerons aucun effort, pour rendre les Nations unies proches de toute personne qui se bat dans la mesure du possible, pour apporter sa contribution à la construction d'un monde juste et équitable, en choisissant l'excellence comme fondement de son action. Nous

avons plus que besoin, dans ce monde avec autant des défis, des hommes et des femmes motivés et inspirés par les principes des droits de l'Homme ", a souligné M. Jackson.

La rencontre dont l'objectif était aussi de promouvoir un savoir juridique au service du développement durable humain au Gabon et sur la planète a, part ailleurs, donné lieu à une conférence autour des différents mécanismes de protection des droits humains existant dans le monde. " Nous avons mis un accent particulier sur les mécanismes du système onusien et ceux de l'Union Africaine (UA). Nous avons montré aux étudiants que les droits de l'Homme ne sont



Photo : Prissilia Moussavou Mouity

Les officiels lors des échanges sur les droits de l'Homme hier à l'Université internationale de Libreville à Essassa.

pas théoriques. Ils sont bien réels et il existe des mécanismes au sein de ces instances auxquels peut avoir recours le citoyen et qui lui garantissent ses droits",

a expliqué Jean Delors Biyogoue, coordonnateur de la quinzaine des Nations unies pour le développement durable à Libreville.

Le clin d'œil de Lybek



VBG : les policiers sensibilisés

DANS le cadre des 16 jours d'activisme lancés dans le prolongement de la Journée internationale contre les violences basées sur le genre, "Gabon Groupe Résolution 1325" a mené une campagne de sensibilisation à l'état-major de la police à Libreville.

D.O
Libreville/Gabon

L'état-major des Forces de police nationale (FPN), situé au quartier Montagne-Sainte, dans le 3e arrondissement de Libreville, a reçu jeudi les membres de la plateforme Gabon Groupe Résolution 1325 (2GR 1325). C'était autour d'une conférence-débat sur la thématique des violences faites aux femmes et aux jeunes filles. L'auditoire était essentiellement constitué de policiers et du personnel de la Sécurité pénitentiaire.

L'occasion a ainsi été donnée au Gabon Groupe Résolution 1325, en partenariat avec le Bureau des Nations unies en Afrique centrale (UNOCA) et l'Organisation non gouvernementale (Ong) Malachie, de partager avec leurs hôtes les bonnes pratiques en matière de Violences basées sur le genre (VBG), en leur donnant le paquet des services en matière de législation élaboré par les Nations unies. Car, "les officiers de



Photo : D.O

Les membres du 2GR 1325 posant avec la hiérarchie policière et celle de la Sécurité pénitentiaire.

police judiciaire étant un maillon fort de la chaîne dans le cadre de la prévention et la lutte contre les violences à l'égard des femmes, en ce qu'ils sont la courroie de transmission entre les victimes, le personnel sanitaire et la justice, il était donc important pour eux d'avoir cette vue d'ensemble, et qu'il y ait une synergie d'actions entre acteurs intervenant dans le domaine", a rappelé Pépécy Ogouligende, coordinatrice du 2GR 1325.

Au vu des échanges enrichissants entre les policiers, les matons et

les expertes de 2GR 1325 sur les questions des VBG, plusieurs recommandations ont été élaborées. Parmi lesquelles, le renforcement du personnel de santé militaire, la création des structures d'accueil des victimes au sein des différents services de police, le renforcement des capacités des officiers sur les méthodologies de reportage, et la formalisation d'un partenariat entre les femmes de la Sécurité et les Ong engagées dans cette lutte commune.